



Montreuil, le 22 mai 2026

## **Libération immédiate des membres de la flottille. Stop aux guerres et à l'impunité d'Israël. La France doit cesser de soutenir le gouvernement israélien !**

Le 19 mai, la marine israélienne a intercepté les bateaux de la flottille Global Sumud dans les eaux internationales au large de Chypre, en violation du droit international. Les 430 membres de la flottille ont été kidnappés par l'armée israélienne et sont actuellement détenus arbitrairement en Israël.

Une vidéo postée le 20 mai par le ministre de la sécurité nationale, Itamar BEN GIVIR, montre des militants maltraités, malmenés, humiliés.

Pour rappel, cette troisième opération internationale de la flottille visait à dénoncer le génocide en cours à Gaza depuis octobre 2023, à briser le blocus maintenu par l'état hébreu et ravitailler en vivres et médicament une population affamée et bombardée quotidiennement par Tsahal.

Parmi les militants embarqués dans cette expédition, nous comptons nombre de camarades associatifs, syndicalistes, et d'anciens parlementaires.

Face aux actions criminelles du gouvernement Israélien, devant le traitement inhumain, dégradant et inacceptable subi par des militants pacifistes qui agissent pour dénoncer un crime contre l'humanité et porter secours aux civils, la réaction du gouvernement français est consternante :

Il n'a pas qualifié l'interception des militants d'illégale, ni parlé de kidnapping ou de piraterie contrairement à certains responsables politiques et ONG.

L'Etat français doit dénoncer ce qui se passe en Palestine, contraindre Israël à cesser le massacre des populations civiles à Gaza, au Liban et en Iran.

Comment attendre du gouvernement une réponse juste alors même que des voix qui s'élèvent en France contre le massacre des palestiniens sont réprimées ?

Comment pourrait-il en être autrement lorsque l'Etat français menace aujourd'hui d'expulsion Ramy SHAATH, ancien prisonnier politique en Egypte, ancien négociateur des accords d'Oslo, et co-fondateur d'Urgence Palestine, pour ses prises de positions depuis le début de l'intervention Israélienne à Gaza considérées comme de « *graves menaces à l'ordre public* » ?

La fédération de la CGT Santé et Action Sociale rappelle l'urgence de mettre un terme aux conflits armés au Proche Orient, ainsi que dans tous les autres pays.

La Fédération de la CGT Santé et Action sociale dénonce avec force le massacre des populations civiles et les crimes commis par l'état Israélien dans les territoires occupés, à Gaza, au Liban et en Iran.

La Fédération de la CGT Santé et Action Sociale appelle la France et l'Union Européenne à suspendre l'accord d'association entre l'UE et Israël, à cesser toutes livraisons d'armes ou composants militaires et à accentuer par tous les moyens la pression sur le gouvernement Israélien afin qu'ils mettent un terme à cette guerre et aux exactions menées sur les civils.

**Fédération de la Santé et de l'Action Sociale**

Responsable Communication - Jérémie Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX